

## Quand Christine Lagarde s'inquiète de l'aveuglement des élites, de la montée des populismes ET de la baisse de la croissance mondiale... : mais qui est responsable de quoi ?



Dans une interview donnée au quotidien économique Les Echos, la directrice du FMI, Christine Lagarde s'inquiète de la montée des populismes et du ralentissement de la croissance mondiale et estime que la globalisation doit évoluer d'une façon différente, avec un meilleur respect des règles du jeu.

Avec Rémi Bourgeot

Avec Nicolas  
Goetzmann

**Atlantico : Dans une interview donnée au quotidien économique Les Echos, la directrice du FMI, Christine Lagarde s'inquiète de la montée des populismes mais également du ralentissement de la croissance mondiale. Au-delà de ces propos, existe-t-il un lien entre ces deux phénomènes, peut-on accuser les populistes de provoquer ce ralentissement ?**

**Rémi Bourgeot :** Le ralentissement de la croissance mondiale est surtout lié au caractère quelque peu artificiel ou mécanique de la reprise après la crise mondiale, reprise qui ne s'est pas traduite par des gains de productivité importants, que ce soit dans les pays développés ou émergents. Les programmes de relance monétaire ont permis, dans un certain nombre de pays, de remettre à flot la dynamique de la demande et du crédit, parfois en conduisant simultanément à des bulles sur divers actifs financiers et immobiliers, ou à l'envolée de certaines devises sous le coup d'afflux de capitaux venus des pays développés puis à leur chute. Le retrait de ces programmes monétaires, et le durcissement de la politique des grandes banques centrales plus généralement, laisse une économie mondiale quelque peu démunie face au manque de moteurs pour alimenter la croissance.

Les gains de productivité plafonnent à des niveaux peu élevés à peu près partout et nous avons un phénomène de désindustrialisation qui se répand dans les pays émergents en plus des pays développés, au profit de créneaux de service moins productifs. Les autorités publiques se sont retrouvées à peu près armées, quand elles l'ont voulu, pour lutter contre la crise en usant de ces outils de relance ; ce qui a progressivement permis de contrer, dans une certaine mesure seulement, la faiblesse de la demande et les tendances déflationnistes.

En Europe, la réponse, très politique, à la crise a longtemps consisté à aggraver les symptômes en pensant ainsi soigner le mal, en suivant un système de pensée qui évoque certains aspects de la médecine médiévale, et qui est assez largement critiqué désormais par le FMI, publication après publication. Mario Draghi, en transformant la BCE en véritable banque centrale, est parvenu à maintenir l'édifice européen ; mais la tendance généralisée, de par le continent, à la compression de la demande (et notamment des investissements) dans le but de dégager des excédents commerciaux et budgétaires, est d'autant plus nuisible à la croissance que

---

cette focalisation s'accompagne d'un désintérêt pour les questions de modernisation technologique. La faiblesse de la croissance européenne, au terme d'une reprise elle-même modeste, relève autant d'un problème d'offre que de demande ; c'est-à-dire de stratégie économique de fond. Et cette approche se traduit, du fait de la faiblesse de la conjoncture, par une hausse continue des dettes publiques qui pèse d'autant plus sur la dynamique d'investissement, dans les infrastructures et la recherche notamment, malgré les perspectives offertes par la révolution industrielle en cours dans le monde.

Concernant les populismes, il est difficile d'identifier ce que l'on pourrait qualifier d'approche économique populiste unifiée. Lorsque l'on étudie les partis en question, on constate qu'ils ont un discours économique assez ancré, certes, mais qui diffère considérablement d'un mouvement à l'autre, et d'un pays à l'autre. Ces divergences marquées, chez les populistes comme chez les responsables traditionnels, remettent en cause la prétention de certains groupes populistes à incarner une alternative à échelle planétaire autant que l'idée d'un grand front progressiste européen ou mondial uni pour le combattre.

Il suffit de comparer les programmes du FN et de l'AfD pour s'en rendre compte. Marine Le Pen s'était faite accuser de « socialisme » l'an dernier à l'occasion d'un sommet de l'AfD par des cadres de l'extrême droite allemande ulcérés par son positionnement économique. Du côté de la Hongrie, Viktor Orban pratique pour sa part une politique fiscale plutôt restrictive qu'il inscrit dans le contexte de sa doctrine politique. La coalition populiste italienne suit, de son côté, une approche centrée sur l'idée d'une forme de relance budgétaire, en faisant, par ailleurs, assez clairement l'impasse sur la question de l'investissement, des infrastructures et de la modernisation technologique de l'économie italienne. En cela, le gouvernement facilite le travail de ses détracteurs européens, qui n'hésitent pas dans tous les cas à brandir les commandements maastrichtiens.

Au cours des dernières semaines, on a beaucoup présenté, par ailleurs, Jair Bolsonaro, comme une sorte de Donald Trump brésilien. Cette comparaison n'a guère de sens sur le plan économique. Alors que Trump a centré sa politique sur la relance budgétaire au moyen de baisse d'impôts pour parvenir aux chiffres de croissance actuels, qui lui permettent notamment de conserver une base électorale substantielle, Bolsonaro promet plutôt l'inverse.

Christine Lagarde cite un ensemble de risques qui sont couramment évoqués, sans nécessairement les associer les uns aux autres en termes de causalité. L'inquiétude liée à la montée des populismes renvoie également aux phénomènes de décomposition politique plus généraux, dont le populisme est un des symptômes, et au manque de stratégie économique pour mettre à profit les évolutions technologiques actuelles en faveur d'un modèle de prospérité partagé. Les partis traditionnels ont le plus grand mal à opérer une réorientation de leur pensée économique dans un sens pragmatique et à se redonner les moyens d'une compétence technologique approfondie, malgré les signes encourageants venant actuellement de quelques responsables démocrates aux Etats-Unis.

**Nicolas Goetzmann** : Avec une croissance américaine qui tire vers le haut les chiffres des économies occidentales, il paraîtrait paradoxal de lier populisme et ralentissement de la croissance. Donald Trump est le trouble fête de ce raisonnement. Cependant, les populistes qui surgissent un peu partout sur la planète ne sont pas uniformes. Pour ce qui est de l'économie, ces populistes pourraient représenter une forme de laboratoire d'un monde post-néolibéral, mais nombre d'entre eux semblent vouloir renforcer le système antérieur, comme cela est le cas au Brésil par exemple. Certains d'entre eux chuteront, d'autres sont en train de réussir sur la thématique économique, ce qui est le cas, pour le moment, de Donald Trump.

Si l'on veut regarder de plus près les causes du ralentissement mondial, on peut regarder du côté de la Chine et de quelques pays émergents comme l'Argentine ou la Turquie. Or, le gouvernement argentin avait été rapidement présenté comme un modèle libéral, loin de tout populisme. Ici encore, le paradigme populisme = ralentissement économique n'est pas pertinent.

Il est également utile de regarder ce qu'il se passe en Europe, avec un ralentissement conjoncturel en cours sur le continent qui voudrait pourtant incarner le "monde libre" et le "progrès", tout en refusant toute remise en cause de son modèle économique. Ce qui en fait un continent hermétique à la réalité implacable du moment : celle de la nécessité de revoir la copie du modèle économique de ces 30 dernières années. Avec un taux de chômage de 8% dans la zone euro, le continent fait figure d'anomalie au sein des pays occidentaux qui sont dans leur ensemble, proches du plein emploi. Ce refus de penser un autre modèle de la part des gouvernements en place, a ouvert en grand les deux portes du pouvoir politique aux populistes. L'Europe est en train de devenir, sans s'en rendre compte, le parti conservateur (sur le plan économique) des recettes qui ont déstabilisées politiquement l'occident au cours de ces dernières années. La lutte contre le populisme passe par une capacité de remise en cause des certitudes économiques de nos dirigeants.

**Dans cette même interview, Christine Lagarde indique : "Mais l'essentiel est que la globalisation doit évoluer d'une façon différente, avec un meilleur respect des règles du jeu, ainsi que de l'environnement et un souci délibéré d'inclusion des peuples. Sur bien des points, Donald Trump a raison. La libre concurrence doit être « fair » dans tous les domaines, et je me réjouis que les autorités chinoises aient récemment annoncé leur volonté d'aborder tous les sujets !". Assisterait-on à un glissement du consensus sur l'action économique de Donald Trump ?**

**Rémi Bourgeot** : C'est une véritable évolution, sur la base d'une prise de conscience pourtant ancienne des problèmes de déséquilibres commerciaux. Aux Etats-Unis, Barack Obama insistait sur ce point au sujet de la Chine et de l'Allemagne. A la fin de son mandat surtout, il avait fait l'erreur de se focaliser sur des accords de libre-échange, comme l'accord de libre-échange transpacifique, dont le but était aussi, cependant, de contenir la stratégie chinoise. La recette était différente de celle de Trump mais le débat politique ne faisait pas pour autant entièrement l'impasse sur la question commerciale, contrairement à Hillary Clinton, dont l'approche fait désormais l'objet d'un rejet considérable au sein du parti.

L'élection de Donald Trump a paradoxalement donné lieu à un revival des thèses des années quatre-vingt-dix chez certains commentateurs économiques. L'idée de la mondialisation heureuse est tout de même terminée. La plupart des responsables politiques sont conscients des déséquilibres commerciaux et des dégâts que causent les vagues de flux financiers instables qui les accompagnent systématiquement. Trump met les pieds dans le plat et suscite de vives critiques, mais derrière la violence du débat américain, l'évolution est palpable sur un certain nombre de sujets économiques. La presse financière américaine accorde un certain crédit à ce débat tout en critiquant Trump sur son approche, et notamment en ce qui concerne son impasse sur les questions de stratégie technologique. Il n'est pas surprenant que Christine Lagarde, à la tête du FMI, se fasse l'écho de ce débat. La question n'est

---

pas que celle d'un rééquilibrage comptable des échanges commerciaux. Il s'agit, bien plus profondément, de recréer dans les pays développés, mais aussi dans les pays émergents en réalité, les conditions d'une croissance durable qui puisse reposer sur l'important potentiel de développement technologique actuel et sur la préservation des débouchés commerciaux.

**Nicolas Goetzmann** : Christine Lagarde fait un pas courageux en reconnaissant cela à Donald Trump. Ce pas est important parce qu'il évite de faire une distinction entre les gentils et les méchants, et il place les critiques de l'approche commerciale de Donald Trump, vis-à-vis de la Chine ou de l'Europe, à la remorque des réflexions actuelles. Les européens ont beau jeu de critiquer le bellicisme commercial des Etats-Unis à leur égard, tout en acceptant d'engranger de solides excédents commerciaux en surfant sur la croissance américaine. Cette réalité inavouable d'une Europe qui réprime sa demande intérieure pour soigner sa balance commerciale est désastreuse et a un effet double : exciter les Etats-Unis dans leur volonté de s'orienter vers le protectionnisme, et plonger une part importante de la population européenne dans une situation de précarité. C'est aussi cette réalité qui est régulièrement critiquée par le FMI, c'est-à-dire le manque de soutien du continent européen à sa propre demande intérieure.

Alors que la Chine pouvait être pointée du doigt comme le cavalier solitaire de l'économie mondiale au cours de ces dernières années, c'est le continent européen qui a aujourd'hui pris cette place, avec l'Allemagne et les Pays bas en tête de gondole des pays les plus agressifs en la matière. Dans de telles conditions de manque de fair-play, et au regard des résultats économiques du continent européen (son taux de chômage), l'Europe semble toujours agir comme si rien ne s'était passé depuis 2008. C'est tout le modèle capitaliste née des années 80 qui est en train d'être repensé, c'est ce que dit Christine Lagarde lorsqu'elle déclare *"Mais l'essentiel est que la globalisation doit évoluer d'une façon différente, avec un meilleur respect des règles du jeu, ainsi que de l'environnement et un souci délibéré d'inclusion des peuples"*.

### **Comment analyser l'attitude de l'Europe à cet égard ?**

**Rémi Bourgeot** : Les Etats-Unis voudraient créer une sorte de communauté de pensée stratégique avec les européens pour rééquilibrer les relations économiques avec la Chine. Les critiques de l'élite allemande vis-à-vis de la Chine sont comparables à divers égards à celle de l'administration Trump. Cependant, l'Allemagne est également dans le collimateur du gouvernement américain et du Congrès au sujet de son déséquilibre commercial, qui est bien plus marqué que celui de la Chine et qui entraîne l'Europe dans son ensemble sur cette voie, bien que les pratiques concurrentielles soient de nature évidemment différente.

Les déséquilibres mondiaux ont tendance, dans les débats européens, à faire oublier la question des déséquilibres au sein même de l'Europe et notamment celle des déséquilibres allemands qui s'est muée, par la force de la crise de l'Euro, dans une variante plus généralement européenne, mais sur la base de technologies plutôt moyen de gamme et d'un retard sur la révolution industrielle en cours chez les autres puissances. La réflexion sur la Chine devrait s'accompagner d'une réflexion sur ces déséquilibres intérieurs à l'Europe. La question du rééquilibrage et de la coordination macroéconomique est aujourd'hui complètement absente du débat politique. Il est peu probable que cela puisse durer.

La réaction à Trump a reposé sur l'idée que les pays d'Europe, en particulier l'Allemagne d'Angela Merkel puis la France d'Emmanuel Macron, seraient les fers de lance du libéralisme mondial et qu'ils auraient reçu ce prestigieux titre des mains de Barack Obama en opposition à Donald Trump. Derrière ces mécanismes de balancier symbolique à l'échelle mondiale, de véritables débats prennent forme et ne trouveront un dénouement positif que dans un modèle de croissance plus équilibré sur le plan commercial, social, productif et technologique, à l'écart des outrances rhétoriques actuelles.

**Nicolas Goetzmann** : Il est intéressant de voir que le candidat à la succession d'Angela Merkel, Friedrich Merz, vient de déclarer que l'Allemagne bénéficie d'une monnaie trop faible pour elle et trop forte pour nombre de pays européens. Il est quand même étonnant de voir un responsable -en capacité de prendre les commandes du pays- dire ce que les Français, pourtant perdants principaux de cet état de fait, ne veulent pas admettre. S'il n'est pas encore l'heure d'être optimiste, on peut quand même observer que le bateau des certitudes actuelles, notamment en France, est en train de prendre l'eau de toutes parts. De la reconnaissance de la politique commerciale de Donald Trump à l'égard de la Chine, aux déclarations de Friedrich Merz – dont on ne connaît pas les intentions- on voit qu'une page est en train de se tourner. Malheureusement les partis politiques français sont bien en retard alors qu'ils ont une chance historique de pouvoir redresser la barre, aussi bien en raison de l'affaiblissement politique d'Angela Merkel, que de l'opportunité offerte par les assauts de Donald Trump pour rééquilibrer la macroéconomie européenne, pour en faire une zone économique forte, reposant sur une demande intérieure forte. Emmanuel Macron semble passer totalement à côté de ces enjeux.